

Education permanente / populaire et transition

Quelques questions et repères

Rencontres de l'ErE 2019 sur la Transition

Contribution de Luc Carton, philosophe, directeur à l'Inspection générale de la Culture

Réseau Idée, Liège, 15 mars 2019 VDEF lucarton2@gmail.com luc.carton@fondation-hicter.org

Introduction

Education permanente

Trois courants historiques, aujourd'hui fortement métissés :

- La nécessité d'une éducation des adultes, déjà identifiée par Condorcet, en 1792
- L'émancipation des travailleurs par la connaissance et la culture, portée par les mouvements ouvriers, depuis le dernier quart du XIXème ; le mouvement long de l'Education populaire conçue comme éducation dont le peuple est sujet, comme dimension culturelle du mouvement social, comme « pédagogie des opprimés », toujours en recherche
- L'accompagnement de la « modernisation » de nos sociétés, après la deuxième guerre mondiale, l'animation socioculturelle et le développement communautaire, le développement d'une démocratie d'opinion portée par le monde associatif, l'hypothèse d'une centralité du conflit culturel

L'action associative à visée émancipatrice, reconnue par le décret de 1976 et de 2003, modifié en 2018. Quatre repères autour de l'article 1^{er} du décret :

- Développer l'action associative, du plus intime au plus sociétal
- Promouvoir les droits humains et reconnaître activement leur interdépendance
- Elaborer collectivement un point de vue critique sur « l'ordre établi »
- Viser une transformation sociale, culturelle, économique, environnementale, politique du monde

Transition

Un accent particulier sur la « **transition démocratique** » : les formes et les forces de la démocratie représentative dans le champ politique sont très insuffisantes pour permettre l'indispensable « révolution copernicienne » : mettre le respect du vivant au cœur du développement humain suppose une implication générale de l'intelligence et de la sensibilité des humains dans le « gouvernement » de nos sociétés. Immense besoin d'une démocratie délibérative, approfondie, continue, dans l'ensemble des dimensions de la vie sociale.

La question : que nous apprennent les pratiques d'éducation permanente/populaire sur conduite de la transition, quelles sont les exigences nouvelles que l'horizon de la transition propose aux pratiques d'éducation permanente/populaire ?

- 1. Un premier enseignement : la démocratie s'impose aussi et de plus en plus comme une exigence intérieure aux groupes, aux associations, aux organisations.** Cette exigence ne porte pas seulement sur les modes de décision et le fonctionnement des instances; elle touche plus profondément les manières de « faire association », la nécessité de recueillir et d'élaborer ensemble des savoirs stratégiques pour les changements désirés. Les savoirs paysans, les savoirs infirmiers, les savoirs artisanaux, les savoirs des migrants, les savoirs des personnes, groupes ou peuples opprimés/exploités/alienés sont essentiels à leur émancipation. Cette intériorisation de la démocratie va de pair avec un renouveau de l'égalité. Celle-ci n'est plus seulement une finalité lointaine ; elle est appelée à être intériorisée dans les pratiques des groupes et des associations.
- 2. Un deuxième enseignement : la cohérence entre les finalités d'une action et ses modalités,** ses manières de faire, l'exigence d'homologie, impose aux personnes, aux groupes et aux associations de chercher à mettre en pratique les changements sociétaux recherchés/désirés.
- 3. Un troisième enseignement : pour autant, la transition ne peut être entrevue comme la résultante d'un ensemble de comportements individuels vertueux.** Elle suppose de renouveler la **conflictualité** de notre société, à tous niveaux et à toutes échelles, spatiales et temporelles. Cela

impose à chaque groupe/association de chercher à « *faire réseau* », d'une part, et à cerner les *causes structurelles* des processus de destruction en cours, d'autre part.

4. **Un quatrième enseignement : les conflits socioéconomiques peuvent et doivent être explorés dans leurs dimensions culturelles :** quel sens au travail ? Quelle destination de la production des biens et des services ? Quelles destructions le système productif génère-t-il dans nos modes de vie ? Comment réinscrire l'économie dans nos sociétés ?
5. **Un cinquième enseignement : la définition de la richesse, la destination des biens et des services, répond à des choix implicites qu'il faut mettre à jour, et mettre en discussion publique, notamment sous l'angle de ses effets induits :** effets sur le (non-)sens de nos existences, effets sur l'environnement, effets sur les générations futures, effets sur les groupes sociaux, proches ou lointains, associés/concernés par ces biens et services.
6. **Un sixième enseignement : les collectivités publiques de tous niveaux (de la Commune aux Nations-Unies) peinent à entretenir un rapport de forces à la hauteur des pouvoirs privés des entreprises multinationales.** Associations, syndicats, mutuelles et coopératives redécouvrent l'horizon d'une nécessaire démocratie économique. La nécessité de définir et de protéger des « biens publics mondiaux » conduit à interroger la pertinence même de la propriété, qu'elle soit publique ou privée. Une démocratie des usages est aujourd'hui expérimentée dans les « Communs ».
7. **Un septième enseignement : l'indispensable décroisement de la pensée comme de l'action sur l'ensemble des dimensions du développement économique, social, culturel, environnemental, suppose une nouvelle génération de savoirs, pluri, inter et transdisciplinaires, à élaborer collectivement : immense besoin d'une *Université ouverte*, d'une Ecole démocratique, d'une intériorisation de l'exigence démocratique dans l'ensemble des institutions d'enseignement, d'éducation et de formation.**